

LES DROITS HUMAINS EN EUROPE DE L'EST ET EN ASIE CENTRALE. RETROSPECTIVE 2019

16 avril 2020 EUR 01/1355/2020

RÉSUMÉ RÉGIONAL EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

L'avenir des droits humains est entre les mains du peuple

En 2019, le système international de défense des droits humains a fait l'objet de menaces croissantes. Les entités se considérant comme les défenseurs traditionnels des droits humains dans la région, telles que les institutions internationales et régionales et des gouvernements nationaux, ont de plus en plus été mises en échec, ce qui a fragilisé les garanties existantes. Dans le même temps, la Russie et la Chine, acteurs politiques et économiques de premier plan en Asie centrale et en Europe de l'Est, ont cherché activement à affaiblir le cadre international de défense des droits humains et les institutions chargées de le protéger.

L'Europe de l'Est et l'Asie centrale n'ont pas échappé à cette tendance décourageante. Nombre de gouvernements de la région ont mené une vaste offensive. Les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ont été couramment réprimés, les droits sociaux et économiques négligés et les réfugié-e-s renvoyés de force, abandonnés à leur sort ou expulsés vers des destinations dangereuses, tandis que la discrimination à l'égard des femmes, des minorités ethniques et des autres groupes minoritaires ou marginalisés se poursuivait sans répit.

Néanmoins, comme ailleurs dans le monde et souvent au prix de gros risques, des citoyens et citoyennes ordinaires de la région ont manifesté pacifiquement pour exiger le respect de leurs droits humains et une vie meilleure et plus digne, pour eux comme pour la société. Les voix des femmes, des combattant-e-s anticorruption et des défenseur-e-s de l'environnement ont tout particulièrement pris de l'ampleur dans les actions collectives et les manifestations. Les populations d'Europe de l'Est et d'Asie centrale se sont notamment mobilisées, dans une perspective d'avenir, sur des sujets tels que la baisse des niveaux de vie, les expulsions forcées et la fraude électorale.

Du Bélarus au Kazakhstan, le droit à la liberté de réunion a été fortement restreint. À de rares exceptions près, une autorisation officielle était nécessaire pour toute manifestation dans la rue, et même les actions de protestation individuelles étaient souvent considérées comme « illégales ». De l'Azerbaïdjan à la Russie, les autorités ont opposé la violence policière aux rassemblements pacifiques et ont poursuivi en justice des personnes qui avaient organisé des rassemblements ou y avaient participé. Aucun des pays de la région n'a échappé aux attaques contre la liberté d'expression. En Ukraine, par exemple, où la pluralité des médias était de mise, de violentes attaques contre des journalistes ont été régulièrement signalées, mais elles n'ont presque jamais fait l'objet d'enquêtes approfondies. Au Turkménistan, les autorités sont allées jusqu'à interdire à leurs ressortissant-e-s de se rendre à l'étranger pour éviter qu'ils ne tiennent des propos « diffamatoires » à l'encontre de leur pays. La liberté d'association a elle aussi été attaquée de toutes parts. Au Tadjikistan, par exemple, les ONG craignaient que les nouveaux pouvoirs étendus accordés au ministère de la Justice concernant leurs obligations déclaratives ne soient utilisés pour réduire au silence les voix dissidentes. En Ouzbékistan, des réformes de grande envergure, notamment économiques, étaient en cours, mais la torture et les autres mauvais traitements se poursuivaient, et les organisations qui tentaient de s'y opposer se heurtaient à des obstacles administratifs empêchant leur enregistrement. Dans des pays aussi variés que la Moldavie et l'Arménie, les systèmes judiciaires étaient sensibles aux pressions politiques. Au Kirghizistan, les tribunaux ont de nouveau confirmé la déclaration de culpabilité et la peine de réclusion à perpétuité prononcées contre le défenseur des droits humains Azimjan Askarov, d'origine ouzbèke, injustement emprisonné depuis 2010 pour son travail en faveur des droits fondamentaux. Des minorités ethniques étaient en butte à la discrimination, aux poursuites, voire à la violence. C'était également le cas des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexes (LGBTI), de groupes religieux comme les Témoins de Jéhovah, et des personnes porteuses d'un handicap mental ou autre. Les violences liées au genre et la violence domestique, qui touchait tout particulièrement les femmes et les enfants, étaient monnaie courante.

Les institutions internationales et régionales traditionnellement chargées de protéger et de promouvoir les droits humains n'ont pas pris les mesures nécessaires pour s'opposer efficacement à cette tendance dangereuse. Par exemple, à la faveur d'un accord diplomatique conclu au Conseil de l'Europe, la délégation de la Russie a pu de nouveau siéger à l'Assemblée parlementaire de cette organisation cinq ans après que son droit de vote eut été suspendu en raison de l'annexion illégale de la Crimée, et ce malgré l'absence totale de progrès sur les points ayant entraîné ces sanctions. Ce compromis a suscité de profondes dissensions au sein de la communauté russe de défense des droits humains : certain·e·s l'ont perçu comme une trahison des valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe, tandis que d'autres se sont réjouis du maintien de la Russie dans le giron de l'organisation et de la possibilité pour les Russes de saisir la Cour européenne des droits de l'homme.

Par ailleurs, la Russie a établi un dangereux précédent dans la région en continuant de remettre en question la notion même de droits humains. Les lois sur les « agents de l'étranger » et les « organisations indésirables » ont été utilisées de manière systématique contre les ONG de défense des droits humains et d'autres organisations de la société civile, venant s'ajouter aux poursuites judiciaires et aux campagnes de dénigrement menées dans les médias contrôlés par l'État. De façon inquiétante, les autorités russes sont allées encore plus loin en étendant le statut d'« agent de l'étranger » à des particuliers, dont des blogueurs ou blogueuses et des journalistes indépendants.

Dans d'autres pays de la région, même si la législation ne fustigeait pas directement les défenseur·e·s des droits humains, ceux-ci s'exposaient à de grands risques de par leurs activités. En Ouzbékistan, les autorités ont continué de harceler et de surveiller les militant·e·s des droits civiques, et ont envoyé un message pour le moins dissuasif en enfermant de force dans un établissement psychiatrique une blogueuse qui couvrait des manifestations. Au Tadjikistan, les intimidations et menaces constantes de détention arbitraire et de torture ou d'autres mauvais traitements visant des avocats et avocates ont confirmé que les défenseur·e·s des droits figuraient au rang des individus les plus en danger. Au Turkménistan, la répression systématique de toute voix dissidente rendait impossible le travail en faveur des droits humains dans le pays autrement que sous forme clandestine.

Comme si cela ne suffisait pas, les conflits non résolus dans la région ont continué de faire obstacle à un assainissement de la situation et de limiter la coopération régionale : l'Abkhazie, la Crimée, le Donbass, le Haut-Karabakh, l'Ossétie du Sud/la région de Tskhinvali et la Transnistrie en ont subi les conséquences. Dans les territoires séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, les efforts systématiques des forces armées russes et des autorités *de facto* pour restreindre physiquement la liberté de circulation vers et depuis les autres régions de Géorgie ont fait baisser le niveau de vie et fragilisé les droits économiques, sociaux et culturels de la population locale.

Malgré ce tableau peu réjouissant, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont vu, comme le reste du monde, le pouvoir du peuple se manifester. Les citoyens et citoyennes ordinaires de la région ont été plus nombreux que les années précédentes à descendre dans la rue. Ils ont réclamé l'obligation de rendre des comptes pour les injustices, le droit d'être entendus et de décider de leur présent et de leur avenir, le respect des droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, ainsi que les garanties d'une vie meilleure pour eux-mêmes et pour la société, face à la baisse du niveau de vie, à la discrimination et aux inégalités économiques et sociales. Ils ont également revendiqué un environnement sain, des soins médicaux accessibles, l'égalité des genres et des mesures efficaces contre la violence domestique. La liberté de réunion pacifique a cette année encore été violemment réprimée dans de nombreux pays, mais le pouvoir de la rue a montré que les gens y étaient attachés et qu'ils étaient suffisamment courageux pour réclamer son rétablissement.

En Géorgie, des milliers de personnes se sont rassemblées à Tbilissi pour protester contre le conflit persistant avec la Russie et les promesses non tenues des autorités en matière de réforme électorale. Elles ne se sont pas laissées décourager par la violente riposte de la police, qui a notamment utilisé des canons à eau. En Azerbaïdjan, les manifestant·e·s pacifiques de Bakou ont bravé à maintes reprises la répression brutale de toute forme d'opposition politique dans le pays, tout comme l'ont fait les femmes qui ont réclamé l'obligation de rendre des comptes pour les auteurs de violence domestique et l'adoption de mesures efficaces contre cette violence.

En Moldavie, des gens sont descendus pacifiquement dans la rue en réaction à d'importants événements politiques, mais aussi pour défendre leurs propres sujets de préoccupation. Ainsi, après des années d'action militante soutenue, la plus grande marche LGBTI à ce jour a pu se tenir à Chişinău, sous protection policière. De même, en Ukraine, la plus grande marche des fiertés jamais organisée à Kiev ne s'est pas résumée à une simple démonstration de courage,

mais a été pour les participant-e-s une véritable fête rendue possible par une protection policière efficace contre les groupes violents partisans de la discrimination. Dans ces deux pays, les élections se sont traduites par une transition du pouvoir en douceur. Dans le cas de l'Ukraine, l'élection présidentielle a été caractérisée par une participation active de toutes les catégories de la population, sur fond de conflit armé au Donbass, et a entraîné une refonte presque totale des élites politiques.

Ailleurs dans la région, la transition politique pacifique n'était pas à l'ordre du jour, ce à quoi les populations ont réagi en descendant dans la rue. La Russie a connu ses plus grandes manifestations depuis plusieurs années. Les protestataires ont dénoncé non seulement la manipulation du processus électoral à Moscou et l'utilisation abusive du système judiciaire à l'encontre des voix dissidentes, mais aussi le développement de la censure en ligne, de la corruption et des pratiques néfastes pour l'environnement. Au Kazakhstan, l'opposition politique citoyenne pacifique et la répression dont elle a fait l'objet de la part des autorités ont fait descendre de plus en plus de gens dans la rue. Ils ont notamment été nombreux à manifester quand les autorités ont organisé une élection anticipée pour légitimer le changement de président, Noursoultan Nazarbaïev ayant passé la main à Kassym-Jomart Tokaïev tout en conservant les principaux pouvoirs. L'élection a été marquée par l'absence de véritable opposition politique, ce à quoi le peuple a réagi en manifestant avec plus de créativité et de motivation que jamais. En Ouzbékistan, où le massacre d'Andijan en 2005 semblait avoir dissuadé la population de descendre dans la rue, à l'exception de quelques protestataires isolés et occasionnels, des projets de rénovation urbaine dans la capitale, Tachkent, et dans d'autres villes ont déclenché des manifestations populaires contre les destructions massives de centaines d'habitations, situées pour la plupart dans des quartiers traditionnels (*mahallas*). Les propriétaires et les locataires se sont plaints de n'avoir pas été prévenus de leur expulsion en temps voulu et de ne pas s'être vu offrir une solution de relogement ou une indemnisation satisfaisante.

De plus en plus de jeunes et de femmes étaient en première ligne dans ces manifestations et autres initiatives. Malgré les obstacles considérables, le besoin de justice, d'obligation de rendre des comptes et de respect des droits humains restait vif au sein de la nouvelle génération et parmi celles et ceux dont la voix avait été réduite au silence les années précédentes. L'avenir des droits humains en Europe de l'Est et en Asie centrale est entre les mains du peuple, qui a le pouvoir de les faire grandir.